



CHAPITRE 227

LOI CONFÉRANT DES POUVOIRS SPÉCIAUX A CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.*

SECTION I

DES DROITS ET DES POUVOIRS DES COMPAGNIES OU CORPORATIONS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC EN DEHORS DE LA PROVINCE

2. Toute compagnie ou corporation:

1° Constituée en corporation par ou en vertu d'une loi générale ou spéciale de la Législature de l'ancienne province du Bas-Canada ou de l'ancienne province du Canada, pour un ou plusieurs des objets auxquels s'étend l'autorité législative de la province de Québec; ou

2° Constituée en corporation ou qui le sera à l'avenir par ou en vertu d'une loi générale ou spéciale de la Législature;

A, a toujours eu, et aura, sujet aux restrictions contenues à cet égard dans sa charte, la capacité d'acquérir, de posséder et d'exercer, hors du territoire de la province de Québec, les droits et pouvoirs que lui reconnaissent ou confèrent les lois en vigueur dans toute autre province ou dans tout pays étranger. S. R. (1909), 6090a; 7 Geo. V, c. 43, s. 1.

Pouvoirs de
certaines
compagnies,
etc.

SECTION II

DU POUVOIR DE CERTAINES COMPAGNIES DE DIVISER LEUR FOND SOCIAL

3. Il est permis aux directeurs de toute compagnie, autres que les compagnies constituées en corporation sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec (chap. 223), dont le capital est divisé en actions formant un multiple de cent, de faire un règlement qui déclare que

Division du
fonds social.

le fonds social de telle compagnie sera divisé en actions de cent dollars chacune, et, à dater de la passation de ce règlement, ce fonds social est divisé en actions de cent dollars chacune. S. R. (1909), 6111; 10 Geo. v, c. 72, s. 2.

SECTION III

DU POUVOIR DE CERTAINES COMPAGNIES D'AUGMENTER LEUR CAPITAL-ACTIONS

Augmentation du capital de compagnies constituées par lois spéciales.

4. Les directeurs de toute compagnie constituée par une loi spéciale peuvent, s'ils le jugent à propos, en tout temps après que la totalité du capital-actions de la compagnie a été répartie et versée, mais pas avant, passer un règlement pour augmenter le capital de cette compagnie, à un montant qu'ils jugent nécessaire pour atteindre convenablement les fins de la compagnie.

Déclaration du règlement à cet effet.

Ce règlement doit déclarer le nombre des actions du nouveau capital-actions et peut prescrire la manière dont il doit être réparti, et, à défaut de ce faire, le contrôle de cette répartition est censé appartenir absolument aux directeurs. S. R. (1909), 6114.

Entrée en vigueur du règlement.

5. Nul règlement pour augmenter le capital-actions de la compagnie n'a de force et d'effet avant d'avoir été sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers, en valeur, des actionnaires, à une assemblée de la compagnie, dûment convoquée pour prendre ce règlement en considération, et d'avoir été confirmé ensuite par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 6115.

Confirmation du règlement.

6. 1. En tout temps n'excédant pas six mois après la sanction de ce règlement, les directeurs peuvent demander, par requête, au lieutenant-gouverneur de le confirmer.

Preuve devant le procureur général.

2. Avec cette requête, les directeurs doivent produire le règlement, et établir, à la satisfaction du procureur général, afin qu'il puisse en faire rapport, la passation et la sanction de ce règlement et le caractère de bonne foi de l'augmentation du capital décrétée par le règlement.

Pouvoir du procureur général dans ce cas.

3. A cette fin, le procureur général, ou son assistant, peut recevoir par écrit, sous serment, et conserver dans ses registres, toute preuve requise, et faire prêter tout serment nécessaire. S. R. (1909), 6116.

Confirmation du règlement par lieutenant-gouv. en conseil.

7. Sur preuve ainsi faite, le lieutenant-gouverneur en conseil peut confirmer ce règlement, et avis à cet effet est immédiatement donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*; et, à dater de la

publication de cet avis, le capital-actions de la compagnie est augmenté du montant et de la manière, et sujet aux conditions énoncées dans ce règlement; tout le capital-actions, ainsi augmenté devient sujet aux dispositions de la loi qui constitue la compagnie en corporation de la même manière, autant que possible, que si chaque partie de ce capital avait formé partie du capital originellement souscrit. S. R. (1909), 6117.

8. Il est payé, pour la confirmation de ce règlement, le même honoraire que celui payable sur les lettres patentes supplémentaires, accordées et émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec (chap. 223). S. R. (1909), 6118.

Honoraire pour confirmation.

SECTION IV

DU POUVOIR DE CERTAINES CORPORATIONS D'UTILISER PLUS EFFICACEMENT LES BIENS-FONDS QU'ELLES POSSÈDENT

9. Toutes les corporations dans cette province, qui ne peuvent acquérir des biens-fonds que pour un montant limité, en vertu de leur charte ou de la loi, ont droit, chaque fois qu'elles aliènent quelques-uns de leurs biens-fonds, d'en appliquer le prix sur d'autres biens-fonds, ainsi que de percevoir les revenus en provenant et de les employer pour les fins de leur création. S. R. (1909), 6119.

Pouvoirs de certaines corporations.

SECTION V

DU POUVOIR DE CERTAINES COMPAGNIES D'HYPOTHÉQUER, NANTIR OU METTRE EN GAGE LEURS BIENS MOBILIERS OU IMMOBILIERS ET D'ÉMETTRE ET DE RÉÉMETTRE DES BONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS

10. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires, toute compagnie à fonds social constituée en corporation en vertu d'une loi de la Législature de la province de Québec ou par lettres patentes, et toute compagnie ainsi constituée hors de cette province, si sa charte ou ses lettres patentes l'y autorisent, peuvent, par acte authentique, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, pour garantir le paiement des bons, obligations (*debentures*) et actions-obligations (*debentures stock*) que la loi les autorise à émettre, leurs biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs qu'elles possèdent ou posséderont dans la province. S. R. (1909), 6119a; 4 Geo. V, c. 51, s. 1; 5 Geo. V, c. 66, s. 2.

Droits d'hypothèque et de mise en gage.

11. L'hypothèque, le nantissement ou le gage peuvent être constitués par acte de fidéicommiss en faveur de tout fidéicommissaire, et cette garantie est bonne et valable, bien que le fidéicommissaire permette à celui

Hypothèque, etc., par fidéicommiss.

qui accorde le nantissement ou le gage de conserver la possession et l'usage des biens ainsi nantis ou engagés. S. R. (1909), 6119b; 4 Geo. V, c. 51, s. 1.

Application
du Code civil.

12. Les droits que confèrent sur les immeubles l'hypothèque et le nantissement et la manière dont ils doivent être enregistrés sont déterminés dans le Code civil, au titre des *Privilèges et hypothèques* et à celui de l'*Enregistrement des droits réels*, et ils y sont sujets.

Privilège.

Le nantissement et le gage des meubles donnent un privilège sur les meubles présents et futurs prenant rang immédiatement après les autres privilèges sur les meubles énumérés aux articles 1994, 1994a, 1994b et 1994c du Code civil. Cette hypothèque et ce privilège n'ont d'effet qu'à compter de l'enregistrement de l'acte qui les constitue dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où la compagnie a son bureau principal dans la province, ainsi que dans toute autre division où elle a un bureau d'affaires.

Transcription.

Le registrateur doit transcrire l'acte de fidéicommiss constituant une hypothèque, un nantissement ou un gage sur les meubles seulement dans un registre qu'il tient à cette fin, lequel est, en tout temps durant les heures de bureau, ouvert à l'inspection du public.

Inscription.

Toutefois, s'il s'agit d'un acte constituant une hypothèque, un nantissement ou un gage sur des immeubles et sur des meubles, il suffit que ledit acte soit enregistré par inscription, au moyen d'un bordereau ordinaire, dans le registre spécial aux meubles, pourvu toujours que l'acte en question ait été déjà enregistré, dans la même division d'enregistrement, par transcription dans un registre auquel il puisse être référé, et qu'il ait été déjà porté à l'index aux immeubles.

Honoraires.

Le registrateur a droit d'exiger pour les divers services se rapportant à l'enregistrement par transcription ou inscription, selon le cas, les honoraires qui sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 6119c; 4 Geo. V, c. 51, s. 1; 7 Geo. V, c. 44, s. 1. (*)

Cession,
administra-
tion, etc., de
certains biens

13. Il est et il a toujours été loisible à une compagnie visée par les articles de la présente section, en sus de les hypothéquer, nantir et mettre en gage pour les fins mentionnées auxdits articles, de céder et transporter, pour les mêmes fins, lesdits biens au fidéicommissaire, avec pou-

(*)—Voir article 2120a du Code civil, édicté par la loi 5 Geo. V, c. 75, s. 1. Les trois derniers alinéas de l'article 12 sont entrés en vigueur le 1er mai 1917, ar proclamation publiée à la page 999 de la *Gazette officielle* de 1917. Honoraires des registrateurs et droits d'enregistrement: O. C. 990, 991 et 992, du 14 juillet 1914; 5 Geo. V, pp. VII et VIII.

voir, au cas de défaut par la compagnie de remplir les conditions de l'acte de fidéicommiss, de prendre possession des biens cédés et transportés, de les administrer et de les vendre pour le bénéfice des obligataires. 14 Geo. V, c. 63, s. 1.

14. 1. Quand une compagnie rachète des bons ou obligations (*debentures*) antérieurement émis, elle a le pouvoir de les maintenir en vigueur pour les émettre de nouveau, pourvu que les conditions de l'émission n'indiquent pas expressément le contraire, et que les bons ou obligations n'aient pas été rachetés parce que la compagnie s'y trouvait obligée. Toutefois la dernière des restrictions susdites ne s'applique pas quand la mise à exécution de l'obligation ne peut être demandée que par la personne en faveur de laquelle ces bons ou obligations ont été émis, ou par ses ayants cause.

Rachat
d'obligations
antérieure-
ment émises,
etc.

2. Quand une compagnie exerce le pouvoir mentionné dans le paragraphe précédent, elle peut réémettre les bons ou obligations, soit par une réémission des mêmes bons ou obligations, soit par une émission d'autres bons ou obligations à leur place; et, sur cette nouvelle émission, la personne ayant droit aux bons ou obligations a les mêmes droits et privilèges que si les bons ou obligations n'avaient pas été antérieurement émis.

Réémission
d'obligations,
etc.

3. Si, pour les maintenir en vigueur en vue d'une réémission, la compagnie a transféré des bons ou obligations à un mandataire spécialement nommé à cette fin, un transfert de la part de ce mandataire est censé être une réémission aux fins de la présente section.

Transfert
à un manda-
taire.

4. Si une compagnie a déposé quelques-uns de ses bons ou obligations pour garantir des avances sur un compte courant, ou autrement, ces bons ou obligations ne sont pas censés avoir été rachetés, à raison du seul fait que la compagnie puisse avoir cessé d'être endettée pendant que les bons ou obligations sont restés ainsi déposés.

Dépôt d'obli-
gations, etc.

5. La réémission d'un bon ou d'une obligation, ou l'émission d'un autre bon ou d'une autre obligation à sa place ne doit pas être considérée comme l'émission d'un nouveau bon ou d'une nouvelle obligation au sens d'une disposition limitant le montant ou le nombre de bons ou d'obligations à émettre. S. R. (1909), 6119d; 4 Geo. V, c. 51, s. 1.

Réémission
de nouvelles
obligations,
etc.

SECTION VI

DES POUVOIRS DE CERTAINES COMPAGNIES CONCERNANT LA COMPOSITION
DU BUREAU DE DIRECTION

Composition
du bureau de
direction.

15. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires, il peut être établi, par les règlements de toute compagnie constituée en corporation sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec, (chap. 223), et dont l'objet principal est la protection des forêts, dans la province ou dans certaines parties de la province, contre les incendies, que le ministre des terres et forêts ou la personne par lui désignée à cet effet, est, de droit, membre de son bureau de direction, et que les autres membres ou quelques-uns des autres membres de son bureau de direction, au lieu d'être élus par l'assemblée générale des actionnaires, peuvent être désignés, un par chaque autre compagnie constituée en corporation sous l'empire de la même loi, pour des fins semblables, et détenant par elle-même ou par un ou des fidéicommissaires une ou des actions de la susdite compagnie; et il ne sera pas nécessaire que tel fidéicommissaire ait la qualité requise par l'article 75 de la Loi des compagnies de Québec (chap. 223), pour faire partie du bureau de direction. S. R. (1909), 6119e; 8 Geo. V, c. 62, s. 1.
